



LES BONNES
NOUVELLES,
ÇA SE VIT
À FOND.

la Mobilière

Grâce au Fonds
d'excédents, nous
partageons notre
succès avec notre
clientèle.

la Mobilière

ACCUEIL > SUISSE

Réservé aux abonnés

La Suisse pourrait retirer son financement à TV5 Monde

Le programme d'allégement budgétaire 2027 de la Confédération met en danger la participation de la SSR à la chaîne francophone internationale. Des élus montent au front estimant que cela affaiblira la position du pays au sein de la Francophonie



Présentée par Dominique Laresche, l'émission «Objectif monde» de TV5 Monde est réalisée à Genève dans les studios de la RTS. — © RTS



Yan Pauchard
Berne

Publié le 10 avril 2025 à 07:45. / Modifié le 10 avril 2025 à 12:22.

🕒 3 min. de lecture



Résumé en 20 secondes



- TV5 Monde est la plus grande chaîne francophone mondiale avec 60 millions de téléspectateurs hebdomadaires dans 200 pays, et la SSR apporte 10% du contenu.
- Des élus romands de tous bords politiques s'opposent au retrait envisagé par le Conseil fédéral car cela affaiblirait la position suisse dans la Francophonie et serait un mauvais signal géopolitique dans un contexte instable.
- TV5 Monde est un outil de soft power promouvant la Suisse et ses valeurs à l'international, notamment en Afrique où le pays est jugé crédible sans passé colonial.

Avec ses 60 millions de téléspectateurs par semaine répartis dans 200 pays, TV5 Monde est la plus grande chaîne francophone sur la planète. Membre fondateur lors de sa création en 1984, la SSR - via la RTS - y a toujours joué un grand rôle. Son *19h30* occupe d'ailleurs le créneau de choix, celui de 20h. Mais tout pourrait être remis en question. Dans son programme d'allègement budgétaire 2027, actuellement en consultation, le Conseil fédéral propose de supprimer la contribution aux services de la SSR destinés à l'étranger. Parmi ceux-ci, l'aide directe aux programmes de TV5 Monde, ce qui représente la somme de 5,7 millions de francs par an.



Le conseiller national genevois Nicolas Walder, président de la délégation suisse à l'Assemblée parlementaire de la francophonie, ne cache pas son inquiétude. «La Confédération attend que la SSR reprenne le financement de ce mandat international, mais dans le contexte de baisse de la redevance TV et radio, elle ne le pourra pas», relève l'élus vert, qui a organisé le 16 mars dernier une séance à Berne réunissant la direction générale de TV5 Monde, celle de la SSR, mais aussi des représentants de l'Ofcom (Office fédéral de la communication) et du DFAE (Département fédéral des affaires étrangères), afin de sensibiliser à la problématique. Dans la foulée, Nicolas Walder a envoyé une lettre au Conseil fédéral, lui demandant de renoncer à cette coupe budgétaire. La missive est soutenue par l'ensemble des dix membres de la délégation à la francophonie, tout parti confondu.

Lire aussi: [Une fois de plus, les comptes de la Confédération se portent mieux que prévu](#)



Très mauvais signal

«Ce montant de 5,7 millions est finalement modeste par rapport au formidable impact de TV5 Monde, dont 10% du contenu vient de la SSR. C'est un outil essentiel qui permet de promouvoir notre pays, que ce soit sa production culturelle ou son économie, sur la planète entière», plaide encore Nicolas Walder. A ses yeux, un retrait de la Suisse de la chaîne serait un très mauvais signal dans un contexte géopolitique incertain et de multiplication des fake news. Les informations en provenance de Suisse, pays jugé crédible et sans passé colonial, sont appréciées dans de nombreux pays, notamment en Afrique. Le présentateur du *19h30*, Philippe Revaz, y est d'ailleurs considéré comme une star.

Même s'il se dit conscient de la situation budgétaire, le conseiller national PLR, Laurent Wehrli, président de la Commission de politique extérieure et membre de la délégation à la francophonie, abonde dans le même sens. «TV5 Monde est un formidable amplificateur de la position suisse, insiste le Vaudois. Nous n'avons que peu de canaux de cette importance.» Reste qu'il n'y a pas qu'à Berne que des élus se mobilisent. Dans les cantons également. La députée vaudoise Cendrine Cachemaille, présidente de sa section cantonale auprès de l'Assemblée de la francophonie, a également écrit au Conseil fédéral, en ce début avril, l'appelant à revoir sa position. «Un tel retrait risquerait d'affaiblir notre position au niveau de la francophonie», relève la socialiste, qui voit également dans la chaîne «un moyen de défendre la langue française et des valeurs humanistes».

Lire aussi: [Le Burkina Faso suspend TV5 Monde pour six mois](#)



Outil de soft power

Pour Laurent Wehrli, l'une des clés du dossier est d'arriver à faire comprendre à la majorité alémanique du parlement l'importance de la chaîne francophone. «Ils n'ont pas de pendant à ce formidable réseau qu'est la francophonie, ils peinent à percevoir ce qu'elle représente, relève le PLR. Mais c'est un outil de soft power, pas seulement pour les Romands, mais pour l'entier de la Suisse».

Car l'enjeu dépasse la seule SSR. Le débat sera suivi à l'étranger. Un désinvestissement de la Suisse dans TV5 Monde pourrait provoquer quelques tensions avec les autres pays membres, comme la France. Pour nos voisins, la chaîne est primordiale; elle demeure l'un des rares canaux occidentaux pour atteindre la Chine, pays où internet est contrôlé. Sans oublier l'audience en Afrique, région où des nations non européennes tentent de gagner en influence. «La politique de la chaise vide n'est jamais une bonne politique», conclut Laurent Wehrli.

«Pas une option»

Contactée par *Le Temps*, la SSR confirme par écrit qu'«un financement exclusif de l'offre pour l'étranger par la SSR sans subvention fédérale n'est pas une option envisageable pour l'avenir», car «il faut en outre tenir compte du fait que l'entreprise devra elle-même procéder à une réduction considérable de son budget dans les années à venir, et réexaminer ses offres dans le cadre d'un processus stratégique». De plus, «sans subvention fédérale, l'offre à l'étranger perdrait sa légitimité», conclut son porte-parole.

Lire aussi: [Une commission des Etats ne veut pas de contre-projet à l'initiative sur la SSR «200 francs, ça suffit»](#)

